Vers des tensions diplomatiques entre l'Algérie et l'UE

Rien ne va plus entre l'Algérie et l'Union européenne (UE). Les relations diplomatiques entre les deux entités basculent lentement mais sûrement vers une zone de turbulence. Le stade de la retenue est désormais dépassé. En effet, chaque partie exprime ouvertement son mécontentement.

Du côté algérien, on revendique officiellement la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne signé en 2002, entré en vigueur en 2005. En clair, Alger réclame un nouvel accord d'association plus équitable en termes d'échanges commerciaux. Le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a officiellement demandé dimanche, lors d'une réunion du Conseil des ministres de précéder à la modification de l'accord. Une modification qui ne peut se faire bien évidement qu'avec le consentement des deux signataires. Avant de passer à cette étape, l'Algérie a pris une série de mesures économiques protectionnistes qui n'ont pas été du goût des Européens qui souhaitent la libération du commerce extérieur par l'Algérie. Parmi les mesures prises figurent l'interdiction d'importation d'une longue liste de produits.

La démarche algérienne visant à réduire ses importations a été mal vue voire contestée par son partenaire européen. Sur un autre volet, l'UE estime que les autorités algériennes ne fournissent pas assez d'effort pour lutter contre le phénomène de l'immigration clandestine. Le nombre d'Algériens qui arrivent illégalement sur le sol européen ne cesse de battre des records.

En outre, l'EU suit avec inquiétude l'évolution de la situation des droits de l'homme en Algérie. Les arrestations des activistes du Hirak ainsi que la répression préoccupent les Européens. Ces derniers rappellent que le respect des droits de l'homme est clairement mentionné dans l'accord d'association.

Des médias européens notamment français évoquent ces dernières semaines, un rapprochement ''douteux'' entre l'Algérie et la Russie. Un rapprochement qui pourrait menacer par les intérêts européens en Afrique.

Le parlement européen prépare une riposte

Le parlement européen prépare, dans la discrétion, des actions contre l'Algérie. Une réunion à huis clos a été organisée le mois dernier, par la sous Commission des droits de l'homme et celle des Affaires étrangères du parlement européen. Elle avait pour ordre du jour : La situation des droits de l'homme en Algérie.

Rien n'a filtré de cette rencontre, mais des observateurs n'écartent pas le recours à des mesures inédites. Il se pourrait que les eurodéputés proposent à la Commission européennes de mettre sur la table, le recours aux sanctions pour faire pression sur l'Algérie.

Pour rappel, le parlement européen publié depuis le début du Hirak en février 2019, deux résolutions condamnant les violations des droits de l’homme par l’Etat algérien.